



Séminaire International "Culture et Développement" Gérone, 4 et 5 mai 2010

Document de conclusions

Introduction

À la veille de la Conférence de Révision des Objectifs de Développement du Millénaire qui aura lieu à New York en septembre prochain, le Séminaire international "Culture et Développement", célébré à Gérone les 4 et 5 mai 2010, a réuni des États membres de l'Union Européenne, la Commission Européenne, des représentants ministériels de pays en développement partenaires de l'UE dans la coopération pour le développement, ainsi que des experts et agents de la société civile provenant de 50 pays, et des représentants de pratiquement toutes les Organisations internationales et Agences spécialisées des Nations Unies impliquées dans le soutien au secteur culturel.

À Gérone un consensus croissant sur les aspects spécifiquement culturels du développement humain durable, ainsi que sur la contribution de la culture au développement social et économique, par l'encouragement des industries culturelles et créatives, du tourisme culturel, de la coopération culturelle et l'apport fondamental de la culture au sujet d'aspects intangibles, mais décisifs, tels que l'estime de soi individuelle et collective et la dignité des peuples a été confirmé.

Tout cela rend nécessaire l'incorporation avec détermination de l'apport et du potentiel de la culture dans la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), en premier lieu, et de continuer à incorporer la dimension culturelle dans les politiques et stratégies de développement des pays partenaires comme des donateurs, comme une manière d'améliorer les indicateurs de développement humain, et d'avancer vers une nouvelle forme de mesurer le bien-être et le développement de nos sociétés qui trouve dans la culture une dimension essentielle.

En l'an 2000, lorsque l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé les ODM, à travers la Déclaration du Millénaire, la culture a à peine été prise en compte, ni en tant qu'objectif, ni même en tant que vecteur permettant d'aider à les atteindre.

Au cours de la décennie postérieure, le débat conceptuel sur la culture et le développement dans ses différentes dimensions a été intense et fructueux, et a permis de créer une base stratégique et empirique notable. Il faut mentionner, entre autres, le Rapport de Développement Humain de 2004 élaboré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui a relevé l'importance de la liberté culturelle pour le développement humain; l'approbation en 2005 de la Convention de l'UNESCO sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles, déjà ratifiée par plus de 110 États; l'approbation de la Charte Culturelle Ibéro américaine et de la Charte de la Renaissance culturelle africaine en 2006; la publication de l'Agenda Européen de la Culture en 2007, marquant l'engagement de la Commission Européenne dans l'action culturelle dans ses dimensions interne et externe; et la célébration, en



2009, du Colloque "Culture et créativité comme vecteurs du développement" à Bruxelles, qui a approuvé une Déclaration des professionnels de la culture de l'UE et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP); ou la création de stratégies de coopération culturelle pour le développement, par les pays partenaires comme par diverses Agences de coopération des pays donateurs.

De même, outre la réaffirmation de la valeur intrinsèque de la culture, l'existence d'un ensemble de visions autour de la nécessité que la culture soit véritablement présente dans les stratégies de développement a été constatée. Durant le Séminaire, plusieurs bonnes pratiques illustrant l'impact économique et social du secteur culturel dans les programmes de développement ainsi que sa valeur ajoutée dans l'augmentation de l'efficacité et l'impact de l'aide ont été présentées.

1. Le rôle de la culture dans la réalisation des ODM

Les discussions tenues dans le Panel consacré au rôle de la culture dans la réalisation des ODM montrent bien que, dans le contexte actuel de crise économique et financière, la culture se réaffirme comme un élément essentiel pour le développement durable. La culture joue un rôle déterminant dans la réalisation de l'ensemble des ODM, en particulier dans l'éradication de la pauvreté grâce à son évidente, bien que parfois sous-estimée, contribution à la croissance économique en termes de création de revenus et d'emplois (ODM1), et dans la réalisation d'une alliance globale pour le développement (ODM8). De plus, ses effets dynamisants en termes d'estime de soi, innovation, apprentissage, adaptation au changement, cohésion sociale et compréhension des autres ont été soulignés. La créativité s'assimile à une matière première inépuisable, base d'une nouvelle vision holistique du développement.

Certains persistent à voir dans les aspects culturels un obstacle pour le développement. Face à cela, et comme en témoignent les bonnes pratiques en matière de santé sexuelle et reproductive présentées lors du Séminaire, les politiques de changement ne doivent pas s'appuyer sur l'imposition culturelle mais sur une connaissance de la réalité culturelle à travers laquelle se produit la recherche du changement.

Dans ce contexte, le Séminaire a permis de souligner clairement que la culture ne peut être absente de la prochaine conférence de New York et de proposer de mettre à profit tout le potentiel de la culture dans la réalisation des ODM, aussi bien comme secteur d'intervention directe que comme priorité transversale ou horizontale.

La transversalité doit éviter que, dans la pratique, la prise en considération de la dimension culturelle, comme cela s'est produit dans le passé dans d'autres dimensions du développement comme le genre ou l'environnement, soit excessivement diluée dans les approches conceptuelles et de la pratique. Ainsi, durant le Séminaire, la nécessité d'une transversalité basée sur la reconnaissance explicite du rôle de la culture dans le développement, l'approfondissement de la connaissance des intersections existantes et l'incorporation d'une perspective culturelle dans toutes les phases d'intervention a été soulignée.



Ce processus doit s'accompagner de l'affirmation de la culture comme une priorité sectorielle des stratégies de développement. Des exemples illustrant son impact fondamental en termes de développement ont été présentés.

Finalement, le fait que la culture et la coopération culturelle contribuent à améliorer l'efficacité de l'aide, conformément aux principes de la Déclaration de Paris de 2005 et de l'Agenda d'Accra de 2008, a aussi été souligné dans la mesure où elles renforcent l'appropriation des politiques de développement des pays partenaires et le respect de l'interprétation de leurs propres priorités, en plus d'améliorer la conception des programmes et projets en termes d'approche et d'efficacité.

2. Économie et culture

La culture et les industries culturelles ont démontré leur importance pour le développement économique des nations, la création de richesses et d'emploi. Plusieurs exemples d'initiatives culturelles agissant comme moteurs pour le développement de l'économie locale ont été présentés au cours du séminaire. Cependant, cette réalité n'est pas toujours prise en compte dans la programmation des stratégies et politiques, en partie en raison de l'absence de données quantitatives donnant à la culture une visibilité adéquate.

Le cadre international actuel requiert l'articulation de partenariats actifs entre le Nord et le Sud, destinés à développer la compétitivité des secteurs culturels dans les pays en voie de développement, ainsi qu'à structurer l'entourage juridique et politique dans lequel ceux-ci opèrent. En effet, la programmation de politiques culturelles et de plans d'action, la formation destinée à consolider et à structurer le secteur culturel et les mesures garantissant l'accès de tous à la culture et l'inclusion sociale doivent faire partie de cette approche. Afin que le secteur privé puisse être acteur de ces processus, il est nécessaire de multiplier les mesures d'encouragement et d'accès au crédit pour le développement des industries culturelles.

Ainsi, il faut prendre des mesures de soutien à la mobilité internationale et établir des cadres internationaux qui favorisent l'échange d'information entre les pays dans ce domaine.

3. Gouvernance de la culture et diversité culturelle

L'affirmation de la diversité culturelle comme valeur structurante et comme une nécessité basique du développement et la reconnaissance de la dimension éthique de la culture ont de nombreuses implications dans le cadre politique et institutionnel. De façon générale, on détecte la nécessité de se doter d'instruments garantissant l'accès aux biens culturels de qualité et contribuant à la visibilité de tous les collectifs. Des actions comme l'établissement d'équipements culturels au niveau local ou la formation des fonctionnaires en matière de diversité culturelle permettent de rendre visibles l'ensemble des expressions culturelles et d'assurer l'accès de la population à la culture.

La Convention de l'UNESCO sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles fournit à la communauté internationale un cadre normatif et un discours ouvrant un espace aux identités multiples, à la relation entre culture et développement durable ainsi qu'à la



lutte contre la pauvreté et reconnaissant la valeur à la fois symbolique et économique des biens culturels.

Ce cadre doit se concrétiser par des plans d'action nationaux, capables d'apporter une perspective holistique et intersectorielle aux politiques culturelles comme vecteur de transformation sociale et d'exercice de la citoyenneté. Ainsi, il est nécessaire d'impliquer la société civile, y compris les artistes, intellectuels et professionnels de la culture, à travers d'actions de sensibilisation et d'information et de mécanismes de participation active. Il est également important de disposer d'espaces de rencontre et de concertation entre les différents agents publics et privés intervenant dans le domaine de l'action culturelle et de la diversité.

Le Séminaire a également permis d'affirmer nécessité de renforcer le rôle des politiques culturelles locales comme vecteurs de développement durable, dans la lignée de l'Agenda 21 de la culture, en réponse à la vision de la culture comme le "quatrième pilier" du développement durable, ou le programme de Villes Créatives de l'UNESCO.

Finalement, plusieurs besoins exigeant d'être abordés pour améliorer l'efficacité des politiques de diversité culturelle et de développement, tels que l'élaboration de méthodologies de planification et d'évaluation du secteur culturel, ont été identifiés.

4. Synergies entre programmes en cours

Les États membres de l'UE, à travers leurs agences de développement et leurs instituts nationaux de culture, ainsi que diverses agences et organismes internationaux du système des Nations Unies, ont conçu et mis en œuvre des projets de coopération culturelle pour le développement impulsant la coordination des acteurs à divers niveaux.

Une mention spéciale a été faite à la Fenêtre Culture et Développement du Fonds des Nations Unies pour les ODM, financé par l'Espagne, où pour la première fois un programme à grande échelle reliant de façon explicite la culture à la réalisation des ODM a été élaboré.

En ce moment la Commission Européenne conçoit de nouvelles initiatives d'appui aux secteurs de la culture, en incorporant des mécanismes innovateurs dont la principale caractéristique est de rechercher l'implication du secteur privé et la participation des communautés bénéficiaires, tels que le nouveau Programme Intra-ACP pour la culture et « Culture Auction Floor ».

Des espaces pour la concertation entre les acteurs et l'échange d'informations entre différents organismes nationaux et internationaux et de la société civile actifs dans le domaine de la culture et du développement ont été créés. Cela montre l'importance de disposer de nouvelles méthodologies de travail favorisant le dialogue entre agents et la coordination d'actions recherchant de nouveaux modèles de façon innovante.

La conception de nouvelles formes de travail requiert de disposer d'un personnel sensibilisé et suffisamment formé dans les domaines de la culture et du développement.

Enfin, la Séminaire a permis de reconnaître l'importance de mieux coordonner les acteurs de l'Union Européenne au niveau local et de mettre en œuvre des mécanismes et des structures



favorisant une plus grande fluidité de circulation des professionnels, des biens et des services culturels au niveau régional et un accès plus large aux marchés nationaux et internationaux.

5.- Haïti

Le rôle joué par les artistes, intellectuels et opérateurs culturels durant la période postérieure au séisme, pour maintenir la cohésion sociale a été reconnu.

Les participants ont effectué un appel à la communauté internationale afin de faire un effort conjoint pour intégrer la dimension culturelle dans les projets de reconstruction et de développement d'Haïti.

6.- Propositions finales.

Au vu de ce qui a été exposé antérieurement, et dans le but d'apporter des éléments utiles au processus de révision des Objectifs de Développement du Millénaire, ainsi que, de façon générale, à tous les acteurs du domaine de la coopération pour le développement, au niveau des pays partenaires comme des donateurs, des organisations internationales et de l'ensemble de la société civile, il convient de faire les propositions suivantes:

A- Dans le cadre de la révision des ODM:

- Intégrer la dimension culturelle dans le consensus international pour le développement, comme priorité transversale ou horizontale ainsi qu'en tant que secteur d'intervention, et encourager toutes les organisations internationales à contribuer à ce processus.
- Souligner l'importance de la dimension culturelle pour augmenter l'efficacité de l'Aide Officielle au Développement, conformément à la Déclaration de Paris et à l'Agenda d'Accra.

B- Aux acteurs de la coopération:

- Aux gouvernements des pays partenaires et aux Organisations d'Intégration Régionale

- Faire connaître et partager les bonnes pratiques existantes pour une meilleure intégration de la culture dans les politiques de développement au niveau national et régional et pour l'élaboration de politiques de protection et de promotion de la diversité culturelle.
- Évaluer et mettre à profit les initiatives d'intégration de la culture dans les stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté existantes, et poursuivre les efforts d'élaboration de politiques de renforcement et de gouvernance du secteur culturel.



- Aux États membres de l'UE et à la Commission Européenne

- Le besoin d'élaborer une stratégie globale pour l'intégration de la Culture dans les politiques de développement de la Commission Européenne et des États Membres.
- La création d'un cadre pour la coordination et la division de travail dans la mise en oeuvre de programmes d'appui aux secteurs de la culture.
- L'importance de multiplier les efforts de coordination au niveau opérationnel des actions de coopération dans le secteur de la culture.

- Aux organisations internationales

- L'intégration de la richesse, la diversité et le développement culturel dans les indicateurs de développement humain, dans une nouvelle logique de mesure du bien-être, et la nécessité d'avancer dans l'élaboration des méthodologies et outils nécessaires à cet effet.

- Aux organisations de la société civile et aux professionnels

- Renforcer les processus de constitution des regroupements et plateformes d'opérateurs du secteur culturel au niveau international et national des pays partenaires.
- Promouvoir la circulation de l'information sur les opportunités existantes en matière d'appui et de financement des secteurs de la culture.